

COMUNIDADE DOS ESTADOS
DA AFRICA DO OESTE

ECONOMIC COMMUNITY
OF WEST AFRICAN STATES



COMMUNAUTE ECONOMIQUE
DES ETATS DE L'AFRIQUE
DE L'OUEST

ECW/CM/LXXIV/04/18/VI/moc

Original: Anglais

**RÉUNION CONJOINTE DE HAUT NIVEAU DES MINISTRES CHARGES DE
LA SÉCURITÉ ET DE L'ELEVAGE/AGRICULTURE SUR LE PASTORALISME
ET LA TRANSHUMANCE**

Abuja, 26 avril 2018

RAPPORT FINAL

Commission de la CEDEAO
Abuja, avril 2018

My

INTRODUCTION

1. Une réunion conjointe de haut niveau des ministres chargés de l'élevage et de la sécurité – sur le pastoralisme et la transhumance transfrontalière s'est tenue le 26 avril 2018, à Abuja, en République fédérale du Nigeria en vue d'examiner les conflits entre agriculteurs et éleveurs dans la région et de proposer des solutions concrètes et immédiates permettant de régler le problème.

2. Les Etats membres suivants étaient représentés :

- République du Bénin;
- Burkina Faso;
- République du Cabo Verde;
- République de Côte d'Ivoire;
- République de la Gambie;
- République du Ghana;
- République de Guinée;
- République de Guinée Bissau;
- République du Liberia ;
- République du Mali;
- République du Niger;
- République fédérale du Nigeria;
- République du Sénégal;
- République de Sierra Leone;
- République Togolaise.

3. Les pays voisins ci-après étaient également représentés:

- République du Cameroun ;
- République du Chad;
- République Centrafricaine;
- République Islamique de Mauritanie.

4. Le Président de la Commission de la CEDEAO a également pris part à la réunion.

5. Les organisations ci-après étaient également représentées :

- Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (BNUAO - UNOWAS);
- Banque mondiale
- Union européenne
- Agence Française de Développement (AFD) ;

- Bureau Inter Africain des Ressources Animales de l'Union Africaine (AU-IBAR),
- United States Agency for International Development (USAID)
- Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) ;
- Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE ;
- Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) ;
- GIZ;
- ROPPA;
- CORET;
- RBM;
- APSS

6. La liste des participants est jointe en annexe au présent rapport.

II. CEREMONIE D'OUVERTURE

7. Au nom du Président de la République fédérale du Nigéria, le Ministre de l'intérieur de la République fédérale du Nigéria, le Lieutenant Général (à la retraite) Abdulrahman B. Dambazau, a souhaité la bienvenue aux délégués. Il a déclaré que l'objectif de la réunion était de trouver des solutions immédiates et permanentes aux défis posés par les conflits entre éleveurs et agriculteurs dans la région. Il a également réitéré le fait que la réunion faisait suite à la demande adressée par Président de la République fédérale du Nigéria, Son Excellence M. Muhammadu Buhari au Président de la Commission de la CEDEAO en vue de l'adoption d'une approche commune permettant de minimiser ces problèmes.

8. Le Ministre a renforcé la nécessité de répondre aux enjeux liés au changement climatique et à la dégradation des terres qui contribuent à l'escalade des conflits. Il a souligné la nécessité d'assurer la sécurité alimentaire, de protéger les vies et les biens qui revêtent un caractère sacré pour notre développement et l'intégration régionale.

9. Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'Office des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Son Excellence, le Dr Mohammed Ibn Chambas, dans son message, a félicité la CEDEAO et la République fédérale du Nigéria pour avoir organisé cette importante rencontre. Il a indiqué que le conflit entre agriculteurs et éleveurs est un problème régional qui nécessite une approche régionale en ce qu'il concerne les droits, le développement économique et la sécurité aux niveaux national et régional.

10. Il a souligné que la plupart des conflits liés à l'élevage dans la région proviennent d'une rivalité croissante entre éleveurs et agriculteurs pour l'accès à

l'eau et au pâturage et que la tension est aggravée par les pressions démographiques et écologiques, le manque d'application des lois et la transhumance pastorale, la manipulation politique, ainsi que la prévalence des armes dans la région.

11. En conclusion, Dr Ibn Chambas a réitéré l'engagement plein de l'UNOWAS voire de tout le système des Nations Unies dans la région, aux côtés de la CEDEAO et des gouvernements nationaux dans cette situation sécuritaire aussi délicate.

12. Quant au Ministre de l'Agriculture de la République fédérale du Nigéria, M. Audu Ogbe, il a exprimé sa gratitude aux délégués. Dans le même sens, il a évoqué le rôle décisif des agriculteurs et des éleveurs dans notre sécurité alimentaire. L'honorable ministre a également souligné la nécessité d'une approche régionale pour relever les défis posés à la paix et à la sécurité et encouragé les intervenants à proposer des solutions pour répondre aux menaces sécuritaires par la modernisation du mécanisme de transhumance.

13. Pour le Ministre des Affaires étrangères de la République fédérale du Nigéria, M. Geoffrey Onyeama a exprimé sa confiance quant aux résultats attendus de la réunion pour dans la résolution du conflit entre les éleveurs nomades et les agriculteurs sédentaires. Citant les pratiques d'Argentine et du Brésil en vue de reproduire les meilleures pratiques pour relever ces défis, le Ministre a souligné la nécessité de protéger, de guider et de veiller à la mise en œuvre du protocole phare sur la libre circulation des personnes, qui constitue le cœur du programme d'intégration de la CEDEAO.

14 Dans son discours, le Président de la Commission de la CEDEAO, M. Jean-Claude Brou Kassi a exprimé sa gratitude au Président de la République fédérale du Nigéria pour la vision et le leadership dont il a fait montre sur les questions d'intégration régionale et pour son engagement personnel dans le développement de l'agriculture et des Ressources Animales en Afrique de l'Ouest.

15. La région et ses pays voisins, a-t-il déclaré, connaissent une détérioration du pastoralisme et de la transhumance, ce qui a entraîné entre autres des pertes en vies humaines et des déplacements forcés de populations. Il a ajouté que cette réunion devrait identifier des réponses appropriées pour relever les défis actuels et œuvrer à une transformation positive du secteur agricole.

16. Pour conclure, il a appelé les acteurs non-étatiques à investir dans la modernisation des systèmes de production animale

17. Dans son discours d'ouverture, le Vice-président de la République Fédérale du Nigeria, le Professeur Yemi Osibanjo (SAN) a exprimé sa gratitude à la Commission de la CEDEAO pour avoir organisé cette importante réunion sur la

B) SEANCE A HUIS-CLOS

- Examen du Rapport de la réunion des experts
- Mots des partenaires techniques et financiers (3 min) : Banque mondiale
- Discussions
- Adoption des conclusions et recommandations

C) CEREMONIE DE CLOTURE

1. Cérémonie de signature de l'Accord de subvention (entre la Commission de la CEDEAO et l'AFD) en appui à la Commission de la CEDEAO pour renforcer le "dialogue entre éleveurs et agriculteurs en Afrique de l'Ouest"
 - Mot du Représentant de l'Agence Française de Développement (AFD)
2. Mot du S.E, Jean-Claude Kassi BROU, Président de la Commission de la CEDEAO
3. Discours de clôture du Lieutenant-Général (Rtd.) Abdulrahman B. Dambazau, Ministre de l'Intérieur du Nigeria

IV RESULTATS DES TRAVAUX

Examen du rapport de la réunion des experts

22. Les ministres ont examiné le rapport de la réunion des experts, qui s'articulait autour de quatre (4) grands domaines thématiques, à savoir :

- Cadre réglementaire ;
- Sécurité et gouvernance locale au sein des pays ;
- Mesures de transformation de l'élevage ;
- Sensibilisation/Communication.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

23. Au cours de leurs délibérations, les ministres ont noté que la majorité des conflits relatifs au pastoralisme dans la région découle d'une compétition croissante entre les éleveurs et les agricultures sur l'accès à l'eau et aux pâturages

du fait des effets négatifs du changement climatique et alimenter par la disponibilité des armes dans la région, le banditisme rural et les vols de bétail.

24. Ils ont souligné le caractère transfrontalier de la transhumance et insisté sur le fait que la recherche de solution à ces problèmes doit préserver les impératifs de l'intégration régionale, que sont la sécurité et la libre circulation des personnes et des biens.

25. Ils se sont déclarés vivement préoccupés par la multiplication et l'étendue des conflits entre éleveurs et agriculteurs dans la région, et ont fermement condamné ces derniers incidents qui ont entraîné des pertes en vies humaines.

26. Ils ont, par ailleurs, condamné la stigmatisation de segments spécifiques de la population et lancé un appel en faveur d'un plaidoyer, d'une sensibilisation et d'un engagement continu des médias.

27. Les ministres ont conclu qu'il était urgent de régler les conflits entre éleveurs et agriculteurs dans la région à travers le dialogue et la mise en œuvre des protocoles et des cadres réglementaires existants en matière de transhumance.

28. Conformément aux conclusions ci-dessus, les ministres ont formulé les recommandations suivantes :

DU CADRE RÉGLEMENTAIRE

- a. Effectuer un audit de la non-application des cadres réglementaires existants en matière de transhumance et du contrôle de la prolifération des armes légères ;
- b. Réviser et actualiser les cadres réglementaires régionaux existants relatifs à la transhumance et au certificat international de transhumance en tenant compte des réalités actuelles ;
- c. Harmoniser et mettre en œuvre les législations nationales conformément aux lois communautaires sur la transhumance et le contrôle des armes légères.
- d. Passer en revue et améliorer les parcours de transhumance balisés existants.

DE LA SÉCURITÉ ET DE LA GOUVERNANCE LOCALE

- a. Encourager et renforcer les collectivités locales et favoriser la création de mécanismes bilatéraux de dialogue en vue d'une transhumance transfrontalière pacifique et sécurisée, notamment la signature d'accords bilatéraux entre les États membres sur la transhumance ;
- b. Renforcer la coopération transfrontalière (CTF) au sein des services de sécurité des États membres de la CEDEAO et de ses voisins en vue de favoriser le partage de renseignements, la collaboration, la coopération et la synergie ;
- c. Réviser et actualiser et mettre en œuvre les législations nationales conformément à la Convention sur les armes légères et de petit calibre, notamment le contrôle de la fabrication locale (forgerons) et la possession d'armes à feu par les civils;
- d. Mettre en place et renforcer les capacités des comités interétatiques de transhumance afin de mieux sécuriser cette dernière ;
- e. Promouvoir le dialogue entre les collectivités et renforcer les mécanismes traditionnels de prévention des conflits permettant de régler les différends entre éleveurs et agriculteurs ;
- f. Renforcer les systèmes régional et national les systèmes d'alerte précoce et de réponse et des indicateurs sur la transhumance ;
- g. Renforcer le rôle et la participation des femmes et des jeunes pour leur permettre d'assumer pleinement leurs rôles de bâtisseurs de paix en vue du développement de la Communauté ;
- h. Renforcer la capacité des systèmes judiciaires et le respect de l'état de droit afin de leur permettre de rendre activement la justice afin d'empêcher le recours aux armes à feu même pour les cas de légitime défense.

DE LA TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉLEVAGE

- a. Renforcer et évaluer le système de suivi de la transhumance à travers la mise en place d'une politique régionale à travers l'utilisation des TIC de surveillance en vue d'assurer le suivi, l'identification, le contrôle des déplacements, la prévention de vols de bétail et le contrôle des maladies des animaux dans les États membres.

- b. Identifier, élaborer, et mettre en œuvre des politiques de projets/ programmes innovateurs de transformation et de modernisation du secteur de l'élevage, ainsi que de stratégies permettant de relever les défis actuels et futurs dans le secteur de l'élevage tout en prenant en compte tous les aspects de l'élevage (pâturage, eau, alimentation, habitat, hygiène, environnement, emploi des jeunes, établissement de soins de santé, aires de repos et autres services auxiliaires). A cet effet, il convient de mobiliser les fonds nécessaires à la mise en œuvre de projets régionaux pertinents tels que le PRIDEC, le PEPISAO, le PACBAO et le PREDIP.
- c. Identifier et rechercher l'appui des partenaires techniques et financiers afin de soutenir les pays membres dans le secteur de l'élevage.
- d. Encourager les Etats membres, sous le leadership de la CEDAO à procéder à un recensement exhaustif du bétail dans la région en utilisant les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) pour mieux valoriser le secteur.

DE LA SENSIBILISATION / COMMUNICATION

- a. Élaborer une stratégie de communication mettant l'accent sur les bonnes pratiques, encourager la prévention des conflits et atténuer la stigmatisation de segments spécifiques de la population (plaidoyer, sensibilisation, engagement des médias, etc.).
- b. Sensibiliser les acteurs concernés et diffuser les législations et les cadres réglementaires liés à la transhumance.
- c. Encourager les medias et la société civile à assurer une couverture et une communication honnête des conflits afin d'éviter les incompréhensions et une mauvaise information.

29. Les Ministres ont convenu d'organiser une réunion régulière en vue d'évaluer l'état de mise en œuvre des recommandations adoptées et des progrès réalisés dans le secteur. Par ailleurs, Ils ont invité les Etats membres à soumettre à la Commission de la CEDEAO, à la fin du mois de juillet 2018, un rapport sur les cadres législatifs existants dans chaque pays et l'état de la mise en œuvre du Protocole sur la Transhumance.

ADOPTION DU RAPPORT

30. Le présent rapport a été adopté après amendements.

SEANCE DE CLOTURE

31. Dans son mot de clôture, le Président de séance, le General de corps d'armée Abdulrahman Bello Danbazau, a exprimé ses sincères remerciements à ses collègues ministres pour leurs précieuses contributions aux débats et pour l'esprit de fraternité qui ont prévalu durant la session. Il a ensuite déclaré clos les travaux de la session ministérielle et souhaité à l'ensemble des participants un bon voyage retour vers leurs destinations respectives.

FAIT A ABUJA, LE 26 AVRIL 2018

POUR LA REUNION MINISTERIELLE,

LE PRESIDENT,



LIEUTENANT-GENERAL (RTD.) ABDULRAHMAN B. DANBAZAU

MINISTRE DE L'INTERIEUR DE LA REPUBLIQUE FEDERALE DU NIGERIA



**RÉUNION CONJOINTE DE HAUT NIVEAU DES MINISTRES CHARGÉS DE
LA SÉCURITÉ ET DE L'ÉLEVAGE/AGRICULTURE SUR LE PASTORALISME
ET LA TRANSHUMANANCE**

*

Abuja, 26 avril 2018

MOTION DE REMERCIEMENTS

Les participants à la réunion conjointe de haut niveau des ministres chargés de l'élevage et de la sécurité – sur le pastoralisme et la transhumance transfrontalière, réunis à Abuja les 26 avril 2018, expriment leur profonde gratitude à Son Excellence M. Muhammadu Buhari Président de la République fédérale du Nigeria, au gouvernement et au peuple nigériens, pour l'hospitalité chaleureuse et fraternelle qui leur a été réservée durant leur séjour, ainsi que les excellentes facilités mises à leur disposition afin d'assurer le bon déroulement de leurs travaux.

FAIT A ABUJA, LE 26 AVRIL 2018

LA REUNION